

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 CHATEAUROUX

CHÂTEAUROUX, le 30 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SICTOM Champagne Berrichonne

ZI avenue Jean Bonnefont
36100 Issoudun

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2023 dans l'établissement SICTOM Champagne Berrichonne implanté l'Echineau 36260 Paudy. L'inspection a été annoncée le 23/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une plainte en date du 17 novembre 2022 a été déposée au bureau de l'environnement de la préfecture de l'Indre puis transmise à l'inspection des installations classées pour traitement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICTOM Champagne Berrichonne
- l'Echineau 36260 Paudy
- Code AIOT : 0010011126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité du site est encadrée par un arrêté préfectoral du 11 juin 2003 portant fermeture, remise en état et suivi post-exploitation trentenaire du centre d'enfouissement technique de résidus urbains de classe II de l'Echineau, exploité par le SICTOM de Champagne Berrichonne, sur le territoire des communes de Paudy et Giroux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite visite d'inspection du 22 octobre 2018

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Activité de stockage et broyage de déchets verts encore existante.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Réaménagement global	Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 9 code de l'environnement, article L. 181-14	/	Mise en demeure, respect de prescriptions	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stockage des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 10	Suite de l'inspection du 22 octobre 2018 (NC1)	Sans objet
2	1er programme de suivi (01/06/03 au 01/06/08)	Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 28	Suite de l'inspection du 22 octobre 2018 (NC2)	Sans objet
3	accès - Panneau d'information	Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 2	Suite de l'inspection du 22 octobre 2018 (R1)	Sans objet
4	Traitement lixiviats	Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 13	Suite de l'inspection du 22 octobre 2018 (R2,R6, R7 et R8)	Sans objet
5	Piézomètres de contrôle	Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 11	Suite de l'inspection du 22 octobre 2018 (R3)	Sans objet
6	Contôles des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 19	Suite de l'inspection du 22 octobre 2018 (R4 et R5)	Sans objet
7	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 7	Suite de l'inspection du 22 octobre 2018 (R9 et R10)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Deux écarts constatés faisant suite à l'inspection du 22 octobre 2018.
- Cinq constats susceptibles de suite concernant le suivi de la post-activité encadré par l'arrêté préfectoral du 11 juin 2003.
- Un constat d'une activité de stockage et broyage de déchets verts encore existante et non encadrée réglementairement dans l'arrêté préfectoral du post suivi trentenaire du 11 juin 2003.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Suite de l'inspection du 22 octobre 2018 (NC1)
Prescription contrôlée : [...] Une échelle de corde ou tout dispositif équivalent devra permettre une évacuation rapide de toute personne tombée accidentellement dans le bassin.
Constats : L'exploitant n'a pas mise en place une échelle de corde ou tout dispositif équivalent au bassin de stockage des lixiviats.
Observations : L'inspection des installations classées a constaté qu'une échelle de corde ou tout dispositif équivalent n'était pas mise en place dans le bassin des lixiviats. Ce constat avait déjà été relevé lors de la visite d'inspection du 22 octobre 2018.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : 1er programme de suivi (01/06/03 au 01/06/08)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, 1er programme de suivi (01/06/03 au 01/06/08)
Point de contrôle déjà contrôlé : Suite de l'inspection du 22 octobre 2018 (NC2)
Prescription contrôlée : [...] l'exploitant adressera un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la couverture. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la couverture.
Observations : A l'issue du premier programme de suivi (1er juin 2003 au 1er juin 2008), l'exploitant devait adresser un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la couverture. Pour le deuxième programme de suivi (1er juin 2008 au 1er juin 2033), le contenu est fixé à l'identique à celui du premier programme de suivi. Il comprend (voir article 28 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2003) : <ul style="list-style-type: none"> - contrôle de la qualité des eaux souterraines; - contrôles et traitement des lixiviats en station d'épuration; - contrôle 1 fois/an des rejets eaux pluviales au milieu extérieur; - entretien du site (clôtures, voiries internes, fossés ...) - observation géotechniques du site avec contrôles des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles <p>L'exploitant n'a pas fourni de mémoire. Ce constat avait déjà été relevé lors de la visite d'inspection du 22 octobre 2018.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : accès - Panneau d'information

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Panneau d'information
Point de contrôle déjà contrôlé : Suite de l'inspection du 22 octobre 2018 (R1)
Prescription contrôlée : Un panneau d'information conçu en matériaux résistant, mentionnera de façon indélébile et nettement visible: - SICTOM de Champagne Berrichonne - Centre de stockage de déchets ménagers et assimilés de l'Echineau - Site fermé, remise en état faisant l'objet d'un post-suivi trentenaire - par arrêté préfectoral 2003-E-... du ... - accès interdit
Constats : Le panneau n'est plus lisible et ne comporte plus les éléments prescrits à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2003.
Observations : L'inspection des installations classées a constaté qu'à l'entrée du site le panneau d'information ne respecte plus les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2003. Il n'est plus lisible et il est décroché de son support.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Traitement lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Suite de l'inspection du 22 octobre 2018 (R2,R6, R7 et R8)
Prescription contrôlée : [...] les lixiviats seront extraits de bassin de stockage, par bâchées, transportés et éliminés en station d'épuration externe apte à les traiter dans de bonnes conditions. [...]
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'extraction des lixiviats du bassin de stockage vers la station d'épuration d'Issoudun (convention entre les parties, attestation de service fait...)
Observations : L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection des installations classées la convention de traitement des lixiviats avec la station d'épuration d'Issoudun ainsi qu'un rapport de la bonne prise en charge de leurs transferts vers cette dernière.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Piézomètres de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres de contrôle
Point de contrôle déjà contrôlé : Suite de l'inspection du 22 octobre 2018 (R3)
Prescription contrôlée : [...] les têtes de puits seront couvertes protégées des eaux de ruissellement et cadenassées. Elles seront par ailleurs identifiables par un numéro peint sur ouvrage [...]
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les têtes des piézomètres présents sur site ne sont pas cadenassées ni identifiées.
Observations : L'inspection des installation classées a constaté que les têtes des piézomètres du site sont couvertes mais pas cadenassées ni identifiées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contôles des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Contôles des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Suite de l'inspection du 22 octobre 2018 (R4 et R5)
Prescription contrôlée : Chacun des 3 piézomètres fera l'objet, aux frais de l'exploitant: - d'une analyse de référence tous les 4 ans; - d'une analyse annuelle plus simplifiée comprenant la recherche des métaux lourds. Les paramètres de chaque type d'analyse figurent en annexe1 de l'arrête préfectoral d'autorisation du 11 juin 2003 [...]
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre à l'inspection des installations classées les analyses de références du contrôle des eaux souterraines des piézomètres.
Observations : L'exploitant a confirmé que les analyses annuelles de références du contrôle des eaux souterraines pour chacun des piézomètres n'avaient pas été réalisées ces dernières années. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre les dernières analyses réalisées sur le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Suite de l'inspection du 22 octobre 2018 (R9 et R10)
Prescription contrôlée : Les fossés de collecte des eaux pluviales seront maintenus et entretenus [...] au point de rejet au milieu naturel, il sera réalisé une fois par an, à l'occasion d'un épisode pluvieux représentatif, une analyse des eaux pluviales rejetées portant sur les paramètres décrits en annexe1 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2003. Les normes de rejet à respecter sont définies en annexe2 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2003.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les analyses des eaux pluviales rejetées.
Observations : L'exploitant n'a pas pu présenter lors de la visite, les analyses des eaux pluviales rejetées. L'inspection des installations classées a fait remarquer à l'exploitant que les fossés de collecte des eaux pluviales doivent être maintenus et entretenus afin de favoriser leurs écoulements.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Réaménagement global

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 9 – code de l'environnement, article L. 181-14
Thème(s) : Risques chroniques, Réaménagement global
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescriptions contrôlées : [...] afin de favoriser le réensemencement, la terre végétale de couverture pourra être enrichie par le broyat de déchets verts jusqu'au 31 décembre 2004. Les déchets de tonte fortement évolutifs sont exclus. Seuls les branchages pourront être entreposés temporairement sur l'aire bitumée sud est mentionnée à l'article 6 en attente de broyage. Le dépôt temporaire de branchage ne pourra excéder 500m ³ . Le broyat sera immédiatement valorisé en mélange avec la terre végétale sur la couverture du site. Sous conditions: - d'une emprise au sol sur l'aire bitumée mentionnée à l'article 6, inférieur à 50m ² - d'un volume inférieur à l'équivalent d'un chargement correspondant à 1,5 camion. L'entreposage de ferrailles issues des collectes d'encombrants strictement assurées par le SICTOM de la Champagne Berrichonne, est toléré tant que l'installation reste efficacement clôturée. [...] [...] en dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32 [...]
Constats : L'exploitant continu ses activités de stockage et broyage de déchets verts sur le site malgré l'échéance du 31 décembre 2004. L'utilisation de ce broyat n'est plus une valorisation en mélange avec la terre végétale pour la mise en place de la couverture du site. Ces activités n'ont pas été portées à la connaissance du Préfet préalablement à leur mise en place.
Observations : L'inspection des installations classées a constaté que l'activité de stockage et broyage de déchets verts sur le site est toujours réalisée par l'exploitant. La surface utilisée actuellement pour le stockage de déchets verts est estimée à plus de 3000m ² pour une surface autorisée, avant le 31 décembre 2004, de 50 m ² . Cette activité ferait l'objet d'une convention entre la mairie d'Issoudun et le SICTOM Champagne Berrichonne jusqu'à la fin de l'année 2023. L'exploitant doit transmettre cette convention à l'inspection des installations classées. L'inspection rappelle que ce site est un ancien site d'enfouissement de déchets non dangereux et faisant l'objet d'un suivi post-exploitation trentenaire jusqu'en 2033. L'activité actuelle de stockage de déchets verts n'est pas autorisée dans le cadre de sa remise en état encadrée par l'arrêté préfectoral du 11 juin 2003. Elle n'a pas été portée à la connaissance du Préfet préalablement à sa mise en place. L'inspection a indiqué à l'exploitant que le stockage de déchets verts relève potentiellement de la rubrique 2714 de la nomenclature des ICPE (régime de la Déclaration à partir de 100 m ³ et régime de l'Enregistrement à partir de 1000 m ³) et qu'une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure sera transmise au préfet de l'Indre afin que l'exploitant régularise la situation administrative de son stockage sous un délai de trois mois en déposant un dossier de porter à connaissance comportant tous les éléments d'appréciation nécessaires ou en cessant cette activité irrégulière. Par ailleurs, le broyage de déchets végétaux non dangereux relève potentiellement de la rubrique 2794 sous le régime de déclaration pour une quantité de déchets traités supérieure ou égale à 5t/j mais inférieure à 30 t/j et sous le régime de l'Enregistrement pour une quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 30 t/j. Cette activité n'a pas non plus été portée à la connaissance du Préfet préalablement à sa mise en place. Elle doit également faire l'objet d'un porter à connaissance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois